

Chronique

INTERNATIONALE

Le G 8
contre les peuples

Lucien Gauthier

Lors du sommet du G 8, à Deauville, sommet des grandes puissances auquel participait Obama, il a été décidé d'« aider » (sic) la transition démocratique en Egypte et en Tunisie en débloquant 40 milliards. Le grand thème du G 8, c'était la relance économique pour résorber le chômage. Comme ne cessent de l'expliquer les experts du FMI, il faut pour cela en finir avec les « rigidités » des lois et règlements pour favoriser l'investissement privé. Pour que les choses soient claires, à la veille du sommet du G 8, l'Union européenne insistait dans un communiqué : « Pour les pays où les réformes n'auront pas eu lieu, l'Union européenne va reconsidérer et éventuellement réduire ses aides. » En un mot, l'Egypte comme la Tunisie ne doivent en aucun cas céder aux revendications des travailleurs en matière d'embauche par l'Etat ou de renationalisations, il faut laisser la liberté aux marchés.

C'est d'ailleurs pourquoi l'Union européenne annonce un « partenariat pour la mobilité » : « La mobilité de la main-d'œuvre est un domaine dans lequel l'Union européenne et ses voisins peuvent être complémentaires. » Derrière ces formulations se profile, sous couvert de création d'emplois sur place, la délocalisation d'entreprises européennes. On le comprend, l'« aide » apportée par le G 8 à la Tunisie et à l'Egypte n'a pour seul but que de pérenniser la surexploitation des travailleurs et des jeunes de ces pays au profit des multinationales. C'est pourquoi les grandes puissances appuient de toutes leurs forces l'appareil militaire en Egypte et le gouvernement illégitime en Tunisie afin de maintenir les régimes qui garantissent le maintien de l'accord d'association avec l'Union européenne et respectent les exigences du FMI. En Tunisie, aux quatre coins du pays, des grèves générales éclatent avec l'appui de l'UGTT. Les contradictions au sein du régime face à cette mobilisation se sont finalement soldées par un report à l'automne prochain des élections à la Constituante. L'appel de comités de défense de la révolution comme ceux de Metlaoui ou du Kef à une réunion nationale des comités afin de mettre au centre de la préparation des élections les questions vitales de la classe ouvrière, notamment celle de l'emploi, qui nécessite la renationalisation des entreprises privatisées, s'oppose en tout point aux exigences du FMI.

L'événement



Tunis, le 6 mai 2011.

Photo AFP

Tunisie : le peuple remet à l'ordre du jour les mots d'ordre de la révolution

De notre correspondant

Après Monastir, après Siliana, après Rgueb, c'est Tataouine, ville du sud tunisien de près de 100 000 habitants aux portes de la frontière libyenne, qui est en grève générale depuis cinq jours, dans le silence assourdissant de tous les médias. Ville par ville, le peuple tunisien remet à l'ordre du jour les mots d'ordre de sa révolution : mettre fin au régime de la corruption et de la soumission à l'impérialisme, rendre effectives les revendications économiques et sociales, toutes les revendications sans exception : l'emploi, le développement régional, l'éducation, la santé, la nationalisation des biens de la nation. Ainsi, comme en décembre 2010 et janvier 2011, à la veille de la chute de Ben Ali, le peuple tunisien s'organise de nouveau pour la conquête de ses droits. Le Premier ministre, Béji Caïd Essebsi, avait décrété l'interdiction des « grèves sauvages ». Et ce sont des villes entières, avec leurs services administratifs, leurs écoles et leurs lycées, leurs commerces, qui lui ont répondu en organisant leur grève et en posant leurs revendications. Au sein des entreprises, c'est le même mouvement qui s'ordonne. Après la grève nationale de Tunisie Télécom, c'est tout le secteur du transport des marchandises qui est en grève générale ouverte depuis le 29 mai, à l'appel de la fédération des transports de l'UGTT, après l'échec des

négociations avec le syndicat patronal, l'UTICA.

A Gabès, la mobilisation des jeunes chômeurs s'est traduite par le blocage de la circulation sur la route nationale 1, principal axe de circulation de toute la région, tandis que les jeunes chômeurs de Tataouine, qui ont voulu manifester aux environs des oléoducs, ont été sévèrement réprimés par les forces armées, d'après Radio Tataouine. L'un des manifestants est toujours dans un état critique à l'hôpital régional.

Les choses sont de plus en plus claires pour l'ensemble du peuple tunisien, qui lutte pied à pied pour sauvegarder les objectifs pour lesquels des centaines de martyrs sont tombés : ce gouvernement concocté dans les coulisses du RCD, qui n'a aucune légitimité populaire et qui profite de la déstabilisation orchestrée par l'armée de l'ombre des mafieux et des anciens flics, met tout en œuvre pour mettre un terme à une révolution qui n'a que trop duré à son goût, pour que se poursuive dans le cadre de la « transition démocratique » le pillage tranquille des forces de la nation et des richesses du pays, et ce dans le cadre des accords d'association conclus par Ben Ali avec l'Union européenne.

Comme le dit le secrétaire général adjoint de l'union régionale de l'UGTT de Sfax, un des bastions ouvriers, « les jeunes (...) n'ont aucune confiance dans ce gouvernement de transition, dont la plupart des membres sont issus de l'ancien régime ».

Gouvernement qui use de la répression et du mensonge pour salir la mémoire de dirigeants syndicalistes décédés, des tractations de l'ombre avec les figures obscures

du régime de Ben Ali, comme « l'affairiste » Kamel Ltaief, l'un des protagonistes du coup d'Etat de novembre 1987.

L'objectif du président par intérim, Foued M'baza, autre grande figure du régime Ben Ali, comme du Premier ministre, Béji Caïd Essebsi, est d'accélérer les élections à l'Assemblée constituante afin de remettre en selle le régime déchu sous les habits retailés de nouveaux partis (on en compte aujourd'hui une vingtaine).

Mais la marche en avant de la révolution comme les contradictions au sein même des instances mises en place par le gouvernement Caïd Essebsi pour verrouiller le contenu politique de l'Assemblée constituante n'ont pas favorisé l'aboutissement de ce programme.

La Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, des réformes politiques et de la transition démocratique comme la commission électorale qu'elle a mise en place se sont prononcées pour le renvoi au 16 octobre de la date des élections.

Comment maintenir un gouvernement illégitime alors que les élections à l'Assemblée constituante sont renvoyées ? « Tant que les élections à l'Assemblée constituante n'auront pas eu lieu, le problème de la légitimité restera posé. » Abderrazak Zouari, le ministre du Développement, qui est l'auteur de cette réflexion lumineuse, a parfaitement raison.

Les mobilisations qui s'amplifient à travers tout le pays portent une revendication clé : les élections à l'Assemblée constituante ne peuvent être confiées et organisées par un gouvernement illégitime.

“Comment maintenir un gouvernement illégitime alors que les élections à l'Assemblée constituante sont renvoyées ?”

Egypte : «Deuxième journée de la colère»

Photo DR



La « deuxième journée de la colère », vendredi 27 mai 2011, place Tahrir, au Caire.

Correspondant

Une « deuxième journée de la colère », en référence à celle du 28 janvier 2011, était appelée, vendredi 27 mai, par la coalition des forces révolutionnaires composée de plus de trente mouvements et groupes égyptiens (parmi lesquels la Jeunesse révolutionnaire dans les gouvernorats, le Front révolutionnaire populaire, la Coalition des jeunes pour la révolution, le Mouvement du 6 avril, la Coalition des forces socialistes, l'Association nationale de la jeunesse pour le changement, le mouvement révolutionnaire Maspero, le Conseil populaire égyptien pour la Constitution, etc.). Des syndicats indépendants, dont celui des transports publics, appelaient aussi à cette journée, pour les revendications ouvrières, « pour la justice sociale, (...) pour un salaire minimum de 1 200 livres (140 euros) (...), car il ne peut y avoir de réformes politiques qui ne protègent de la faim ».

Malgré une violente campagne de peur, de désinformation et de boycott, largement relayée par les médias, pendant les jours qui ont précédé le 27 mai, des centaines de milliers d'Égyptiens sont descendus dans la rue, dans tout le pays, pour exiger les revendications, l'élimination et le jugement des responsables de la corruption et l'arrêt de la répression. La confrérie des Frères musulmans a dénoncé avec force l'appel à cette « deuxième journée de la colère » et dit que ses promoteurs « s'opposaient à la volonté des Égyptiens qui ont voté en faveur de la réforme constitutionnelle (du 19 mars dernier — NDLR) et affaiblissaient l'armée et l'économie ». Elle a ajouté que cela divise l'armée et le peuple. Rappels qu'un représentant des Frères musulmans, Sobhi Saleh, a participé au comité désigné par les militaires pour rédiger lesdits amendements. Cette réforme constitutionnelle et l'organisation du référendum visaient à s'opposer, par tous les moyens, à la volonté du peuple d'avoir une nouvelle Constitution conforme à ses intérêts, donc à la convocation d'une Assemblée constituante. Place Tahrir, les manifestants ne se sont pas privés de fustiger l'attitude des Frères musulmans, alors qu'à Suez,

des groupes de la confrérie se sont joints au défilé. Parallèlement, le Conseil suprême des forces armées a, dans un communiqué, appelé les organisateurs et les manifestants à se méfier de « la possibilité d'intervention de forces suspectes susceptibles de commettre des actes entraînant une tension entre le peuple égyptien et les forces armées ». Il a affirmé que l'armée « n'usera pas de la violence et ne tirera pas une seule balle », mais il a annoncé qu'il laissait aux jeunes le soin d'assurer la sécurité des manifestations alors que, quelques jours plus tôt, il avait fait arrêter trois jeunes qui collaient des affiches.

«N'ESSAYEZ PAS DE SEMER LA PANIQUE, NOUS N'AVONS PAS PEUR !»

Au Caire, des dizaines de milliers de jeunes et de moins jeunes, ouvriers, employés, étudiants, hommes et femmes ont afflué, dès le début de l'après-midi, place Tahrir. Des groupes de manifestants se sont rassemblés dans leurs quartiers, à Giza, Dokki, Mohandesseen, et ont convergé vers la place Tahrir, comme ce fut le cas le 28 janvier 2011. Ce jour-là, nombre d'entre eux sont tombés sous les balles de la police de Moubarak, mais, vendredi 27 mai, pas un policier, pas un militaire n'était visible. Les familles des martyrs étaient là aussi. Quatre podiums installés sur la place ont permis aux orateurs et aux responsables des partis, des mouvements et des groupes d'exposer leurs points de vue à tour de rôle. Un service d'ordre contrôlait les entrées de la place. Il a empêché deux ou trois tentatives de provocation. La dispersion du rassemblement a eu lieu à 18 heures, sans incident. A Suez, la foule s'était donné rendez-vous place Arbeen, où une banderole affichait : « N'essayez pas de semer la panique, nous n'avons pas peur ! » A Alexandrie, des dizaines de milliers ont défilé dans les rues. Au Fayoum, des milliers se sont rassemblés sur la place el-Sakia. A Louqsor, les manifestants se sont rendus place Abou Haggag, et à Assouan, place Shuhada. A Mansoura, dans le delta du Nil, une manifestation de masse s'est déroulée devant le siège du gouvernorat. A Sharm el-Sheikh, sur la mer Rouge, 300 jeunes

ont manifesté devant l'hôpital international, où Moubarak est en détention provisoire depuis le 13 avril, pour demander qu'il soit envoyé à la prison de Tora, au sud du Caire. Une multitude de demandes légitimes s'est exprimée, naturellement, tels les cahiers de doléances de 1789. Au centre de la place Tahrir, un massif s'est vite couvert de dizaines de feuilles portant ces exigences. Il y a ceux qui dénoncent la lenteur de la mise en place du procès de Moubarak et des hommes du régime. Ceux qui crient leur volonté d'un « jugement juste et public de tous les symboles de l'argent de la corruption ». Sans tarder ! « Moubarak, exécution ! Exécution ! », ont lancé certains, qui ajoutaient : « A bas le procureur général ! » Il y a ceux qui réclament la « libération de tous les manifestants arrêtés » et qui disent : « Pas de tribunal militaire pour juger des civils ! » Et ceux qui demandent la dissolution des conseils municipaux et le remplacement des gouverneurs, la démission des responsables encore en poste, à la tête des médias officiels notamment, celle des présidents d'université et des doyens liés au parti de Moubarak. « Le report des élections (prévues en septembre) ! » et la mise en place d'un « conseil civil pour diriger le pays » émergent comme des exigences de plus en plus partagées. « Réponds-nous, maréchal, où est le changement ? La torture est toujours là ; la corruption aussi ; les journaux n'ont pas changé ! », scandait un groupe, place Tahrir. En réponse à cette levée en masse du peuple égyptien, le Conseil supérieur des forces armées a publié un communiqué, dimanche 29 mai, disant qu'il « ne se maintiendrait pas au pouvoir après les élections et céderait celui-ci aux autorités civiles élues ». C'est ce qui était prévu. Il a déclaré aussi « œuvrer pour la transition sans parti pris ou exclusion pour parvenir à un consensus national (...) entre toutes les forces politiques » et dénoncé « les rumeurs et accusations » qui visent à « enfoncer un coin entre l'armée et le peuple ». N'est-ce pas plutôt un coin contre tous ceux qui veulent pérenniser le régime Moubarak sans Moubarak ?

Les médecins égyptiens maintiennent leurs exigences

La grève engagée par les médecins égyptiens, le 17 mai 2011, a été suivie par 17 000 d'entre eux dans les cliniques et les hôpitaux publics d'une vingtaine de gouvernorats. Elle a duré deux jours et a été suspendue le 19 mai. « La révolution n'a pas atteint le ministère de la Santé. Ni les responsables ni leurs politiques n'ont changé », explique un médecin de l'hôpital public al-Nil, à Choubra al-Kheima, un quartier pauvre de la périphérie du Caire. Devant la force de la mobilisation, le Premier ministre, Essam Charaf, a rencontré le haut comité d'organisation de la grève. Il a promis une hausse du budget de la Santé et une augmentation des salaires. Le nouveau budget sera annoncé en juillet prochain. Les revendications des médecins pouvant ou non être prises en compte, ils ont décidé de poursuivre leur mouvement. Dimanche 29 mai, plusieurs centaines de médecins et de

soignants ont organisé une manifestation au Caire entre le siège du syndicat des médecins et le cabinet du Premier ministre. Ils maintiennent leurs exigences : la démission du ministre de la Santé, Ashraf Hatem, lié au Parti national démocratique (PND) de Moubarak, un dispositif équitable des salaires pour tous les salariés, la sécurité dans les hôpitaux et l'augmentation du budget de la Santé à hauteur de 15 % du budget de l'Etat — il est actuellement de 3,6 % —, l'extension de la couverture médicale à tous les citoyens. Les médecins ont lancé : « Le stade est gardé par un tank, mais l'hôpital n'a pas de portail ! » et : « Nous voulons une augmentation du budget et une amélioration des services de soins ! » Ils ont également scandé : « Démission du président du syndicat des médecins égyptiens ! », qui a dénoncé publiquement leur grève. Ils estiment qu'il ne les représente absolument pas.



La manifestation des médecins, le 29 mai 2011.

Avril 2011 : 90 mobilisations ouvrières. 1 360 travailleurs licenciés

Selon le rapport d'une organisation de défense des droits de l'homme égyptienne (The land center for human rights), l'Égypte a connu 90 mobilisations ouvrières en avril 2011, dont 26 sit-in (occupations), 26 manifestations et 24 rassemblements plus brefs. Les revendications ont porté sur l'augmentation des salaires, les primes, l'obtention de contrats permanents et la mise à l'écart des directeurs corrompus. Selon le rapport, 1 360 travailleurs ont été licenciés au mois d'avril, deux sont morts et 22 ont été blessés en raison de l'absence de dispositifs de sécurité au travail et de couverture médicale pour les travailleurs.

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

MOTION ADOPTÉE AU III^e CONGRÈS

Halte aux bombardements en Libye !

Les délégués au congrès du POI réaffirment leur opposition résolue à la guerre déclenchée contre le peuple libyen soumis à d'intenses bombardements depuis une semaine. La preuve est faite que le prétexte avancé d'aide aux populations civiles masque en réalité une agression impérialiste disloquant la Libye et son peuple, et menaçant le combat des peuples égyptien et tunisien. Pendant dix ans, les grandes puissances ont soutenu le régime Kadhafi, qui a mis en œuvre toutes leurs exigences en termes de privatisation, de déréglementation. Aujourd'hui, il s'agit d'aller plus loin dans la voie du pillage des richesses de ce pays. Au moment où le gouvernement français supprime des milliers de postes d'enseignants, de fonctionnaires, privatise les services publics au nom de la réduction des déficits publics, il trouve des millions d'euros pour financer la guerre. Le congrès du POI réaffirme sa solidarité avec les peuples qui combattent pour leurs droits et se déclare en complète opposition à l'intervention des grandes puissances. A bas la guerre, à bas l'exploitation !

Adoptée à l'unanimité